

PRÉFECTURE DE LA MARNE

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES**

*bureau de l'environnement
et de l'aménagement du territoire*

**3D/3B/CA
Installations classées
n°2004 A 180 IC**

Châlons en Champagne,

**arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter
concernant la société HENKEL France à REIMS**

**le préfet
de la région Champagne-Ardenne,
préfet du département de la Marne,
chevalier de la légion d'honneur,**

Vu :

- Le livre V, titre I du code de l'environnement, annexé à l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000,
- le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- le décret n. 53-577 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées,
- la demande par laquelle la société HENKEL France située 133, rue Léon Faucher 51058 Reims, sollicite l'autorisation d'exploiter une usine de fabrication d'acide sulfonique et de lessives sise à l'adresse précitée sur le territoire de la commune de Reims,
- l'enquête publique qui s'est déroulée du 24 février au 25 mars 2003,
- les avis des conseils municipaux de communes de Reims, Witry les Reims, Tinquaux, Saint-Brice-Courcelles,
- les avis émis par les services administratifs consultés :
 - monsieur le directeur départemental de l'équipement, le 5 mars 2003,
 - monsieur le directeur départemental de l'agriculture, le 16 avril 2003,
 - monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le 4 mars 2003,
 - monsieur le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le 24 février 2003,
 - monsieur le directeur régional des affaires culturelles, le 14 février 2003,
 - monsieur le président du conseil général de la Marne, direction des infrastructures et du patrimoine, le
 - monsieur le Chef de l'Institut National des Appellations d'Origine, le 21 février 2003,
 - monsieur le sous préfet de Reims, le 25 avril 2003,
- le rapport de l'inspection des installations classées du 23 juillet 2004,
- l'avis favorable émis par les membres du conseil départemental d'hygiène le 9 septembre 2004

Considérant que:

- les éléments présentés lors de l'instruction tiennent compte des meilleures technologies disponibles, de la qualité, de la vocation des milieux environnants,
- que les conditions de fonctionnement des installations doivent faire l'objet d'une surveillance approfondie,
- que les dangers ou inconvénients que présentent les installations peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,
- qu'il convient de retenir les dispositions résultant de l'analyse de l'étude des dangers par le tiers expert,
- que les zones d'effets létaux ou irréversibles sur l'homme, en cas d'accident sur les installations de stockage ou de production de lessive ou de produits en cours de fabrication, doivent être maintenues dans les périmètres mentionnés sur le plan annexé.

Le demandeur entendu,

Sur proposition de monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne,

Arrête :

Titre I - Prescriptions générales

Article 1 - Généralités

Article 1.1. Champ d'application

La société HENKEL France, dont le siège social se situe 161, rue de Silly, 92642 Boulogne-Billancourt est autorisée à exploiter ses installations de production de lessive situées 133, rue Léon Faucher sur le territoire de la commune de REIMS

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, qu'elles relèvent ou non de la nomenclature des installations classées.

La mise en application à la date d'effet des prescriptions du présent arrêté entraîne l'abrogation de toutes les dispositions antérieures, contraires ou identiques, ayant le même objet.

Article 1.2. Autorisation d'exploiter

L'autorisation d'exploiter vise les installations classées exploitées dans l'établissement, répertoriées dans le tableau suivant :

| Rubrique | Désignation | Régime | Quantité /Unité | TE | RA |
|-----------|---|--------|-----------------|----|----|
| 2630-2 | Fabrication industrielle de détergents et savons : fabrication de lessive en poudre | A | 415 Uj | 2 | 3 |
| 2910.A1 | Installation de combustion : Chaudières vapeur : 2x 4,885 MW Brûleur atomisation : 16,25 MW | A | 26,02 MW | 1 | 3 |
| 2920.2a | Installations de réfrigération ou de compression | A | 970 kW | / | 1 |
| 1200.2c | Emploi, stockage ou préparation de comburants : stockage de percarbonate de sodium : quantité maximale présente inférieure à 50 t | D | < 50 t | 3 | 3 |
| 1430-1432 | Stockage de liquides inflammables : parfums (PE >65°C) | D | 20,5 m3 | / | / |
| 1530.2 | Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues | D | 7600 m3 | / | / |
| 2925 | Atelier de charge d'accumulateur | D | 100 kW | / | / |

| | | | | | |
|--------|--|----|--------|---|---|
| 2662-b | Stockage de matières plastiques : quantité maximale détenue inférieure à 100m3 | NC | 100 m3 | / | / |
| 1173 | Stockage et emploi de substances toxiques pour les organismes aquatiques (dangereuses pour l'environnement) : Talgamid B | NC | 1,5 t | / | / |
| 1220 | Emploi ou stockage d'oxygène | NC | 78 kg | / | / |
| 1412 | Stockage de gaz inflammables liquéfiés | NC | 339 kg | / | / |
| 1416 | Emploi ou stockage d'hydrogène | NC | 29 kg | / | / |
| 1418 | Emploi et stockage d'acétylène | NC | 33 kg | / | / |
| 1510 | Entrepôts couverts | NC | 396 t | / | / |
| 1611 | Emploi ou stockage d'acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide | NC | 3,45 t | | |
| 1630.2 | Stockage de soude à 50% | NC | 50 m3 | / | / |
| 2930 | Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteurs | NC | 300 m² | / | / |

A : Autorisation D : Déclaration NC : Non Classable TE : taxe à l'exploitation RA : rayon d'affichage

Elle vaut récépissé de déclaration pour les installations classées relevant du régime de la déclaration mentionnées dans le tableau ci-dessus.

Par ailleurs le présent arrêté vaut autorisation pour l'exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau souterraine dont les coordonnées Lambert et les caractéristiques sont les suivantes :

| | X | Y | Profondeur en mètres | Débit nominal en m3/h |
|---------|--------|--------|----------------------|-----------------------|
| Puits 1 | 723921 | 175915 | 73 | 114 |
| Puits 2 | 723945 | 175955 | 63 | 45 |

Ces puits sont équipés de compteurs individuels.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 1.3. Autorisation de rejet

Le présent arrêté vaut autorisation au titre du code de l'environnement (Livre II - Titre I).

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir du service gestionnaire, une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour ses ouvrages de rejet.

Article 1.4. Conformité aux plans et aux données techniques - modifications

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation (dossier indice B de juillet 2002 complété les 25 septembre 2002 et 21 janvier 2004), en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation, à leur voisinage, ou extension entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5. Produits consommables

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

Article 1.6. Intégration dans le paysage

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Article 1.7. Risques naturels

L'ensemble de l'établissement est protégé contre la foudre dans les conditions précisées par l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre. Il est équipé d'un dispositif approprié de comptage des coups de foudre.

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993. Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié a minima tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

Les dispositions prévues dans l'arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques sont rendues applicables aux installations visées par le présent arrêté.

Article 1.8. Accident - incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, doit être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvetage, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'en a pas donné l'autorisation, et, s'il y a lieu, après accord de l'autorité judiciaire.

L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyens ou à long terme.

Article 1.9. Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander en cas de besoin que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués à l'émission ou dans l'environnement, par un organisme, dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, pour vérifier le respect des prescriptions prises au titre de la législation sur les installations classées. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

Enregistrements, rapports de contrôle et registres :

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés respectivement durant un an, trois ans, et cinq ans à la disposition de l'inspection des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

Article 1.10. Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Article 1.11. Taxes et redevances

Conformément aux articles 266 sexies et nonies-8 du code des douanes, les installations visées ci-dessus sont soumises à la perception d'une taxe unique, exigible à la signature du présent arrêté, et d'une redevance annuelle, établie sur la base de la situation administrative de l'établissement au 1^{er} janvier et des coefficients fixés par décret et mentionnés dans le tableau ci-dessus.

Article 1.12. Cessation d'activité définitive

Dès qu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie la date de cet arrêt au préfet de la Marne, au moins un mois avant celle-ci.

Il doit remettre le site dans un état tel qu'il ne présente aucun risque vis à vis des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

Un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site est joint à la notification. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts prévus l'article L511-1 du code de l'environnement et doit comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau, ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement pollués, après production d'une étude de sols conforme au guide du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon, et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte (sable, béton maigre, ...).

Article 2 - Air

Article 2.1. Principes généraux

Les installations sont conçues, équipées, exploitées et entretenues de manière à limiter l'émission de polluants à l'atmosphère, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le traitement des effluents et la réduction des quantités rejetées. Ces émissions sont, dans toute la mesure du possible, captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les ateliers sont ventilés efficacement, mais toutes dispositions sont prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par la dispersion des poussières, ni par des émanations nuisibles ou gênantes.

La dilution des rejets est interdite. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Article 2.2. Prévention des pollutions accidentelles

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de danger pour la santé et la sécurité publiques.

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, doivent être mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne, doivent être tels que cet objectif soit satisfait sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 2.3. Limitations des émissions diffuses

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses sont prises :

- la conception et la fréquence d'entretien des installations permettent d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours ;
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage ou le décroûtage à sec des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- des écrans de végétation sont prévus.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent par ailleurs satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs, etc.).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, les dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Article 2.4. Installations de traitements des effluents gazeux

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme.

Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées durant 5 ans.

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les installations concernées.

Article 2.5. Conditions de rejet

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de points anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons doivent être équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures pour la surveillance des rejets.

Points de rejets à l'atmosphère

Les installations autres que les installations de combustion rejettent leurs effluents à l'atmosphère par les cheminées dont les caractéristiques sont les suivantes :

| | Rejet des installations raccordées | Hauteur en mètre | Diamètre en mètre | Débit nominal en Nm ³ /h | Vitesse d'éjection mini en m/s |
|--------------|--|------------------|-------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| Conduit n° 3 | Air lift | 53,3 | 0,95 | 26000 | 10 |
| Conduit n° 4 | Dépoussiérage rouge-bleu-conditionnement | 31,2 | 1,6 | 118000 | 10 |
| Conduit n° 5 | Dépoussiérage silo S8 | 17 | 1,2 X 0,4 | 30000 | 10 |

Article 2.6. valeurs limites et surveillance des rejets

Les gaz issus des installations doivent respecter les valeurs limites d'émission suivantes

| | Débit en Nm ³ /h | Poussières en mg/Nm ³ | Flux en Kg/h | Flux annuel en tonne | Contrôle |
|--|-----------------------------|----------------------------------|--------------|----------------------|----------|
| Air lift | 33000 | 15 | 0,5 | 3,5 | Continu |
| Dépoussiérage rouge-bleu-conditionnement | 118000 | 15 | 1,8 | 12,5 | Continu |
| Dépoussiérage silo S8 | 30000 | 15 | 0,45 | 3 | Continu |

Les valeurs de volumes sont rapportées à des conditions normalisées de température (273 kelvin) et de pression (101300 pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les mesures en continu sont retransmises en salle de commande de l'atelier d'atomisation et font l'objet d'alarmes définies à des seuils appropriés pour permettre l'intervention des personnels selon une procédure.

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets ; les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. La fréquence des mesures doit être au minimum celle prévue dans le tableau ci-dessus. Au moins une fois par trimestre, les contrôles sont effectués par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées :

- dès réception du rapport de mesures pour les contrôles périodiques,
- mensuellement pour les contrôles en continu.

Ces résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 2.7. Odeurs

L'établissement est aménagé et équipé de telle sorte qu'il ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. Les gaz odorants provenant des installations sont collectés en tant que de besoin, canalisés puis traités dans une installation d'épuration appropriée maintenue en permanence en bon état de fonctionnement.

Article 3 - Eaux

Article 3.1. Prélèvements et consommation d'eau

Les prélèvements d'eau s'effectuent à partir du réseau d'eau potable de la commune de Reims et par deux forages privés (consommation annuelle maximale de 60.000 m³, dont au maximum 8000 m³ issus du réseau d'eau de ville).

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé trimestriellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

L'ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un dispositif de disconnection. Ce dispositif doit être vérifié tous les ans.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Article 3.2. Différents types d'effluents liquides

L'exploitation des installations conduit à la production des effluents suivants.

- Les eaux domestiques : elles regroupent les eaux sanitaires et du laboratoire de recherche. Elles sont collectées par un réseau distinct et doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur vers le réseau communal d'eaux usées (trois émissaires rue Léon Faucher).
- Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : elles comprennent les eaux de toitures de tous les bâtiments, de voiries, de parking,
- Les eaux de refroidissement : elles doivent obligatoirement circuler en circuit fermé.
- Les eaux résiduaires industrielles : elles comprennent les eaux de lavages des fabrications et les purges des différents circuits. Elles sont collectées par un réseau séparé et sont dirigées soit vers un stockage temporaire en vue de leur recyclage en fabrication, soit vers une unité de traitement et de contrôle avant leur rejet dans le réseau collectif de la ville de Reims. Le rejet dans le réseau communal s'effectue en un point unique, distinct des rejets d'eau pluviale et domestique.

Article 3.3. Collecte et conditions de rejet des effluents liquides

Le réseau de collecte des effluents liquides sépare les eaux pluviales (et les eaux non susceptibles d'être polluées) des diverses catégories d'eaux polluées.

Un plan du réseau de collecte, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, avaloirs, vannes manuelles et automatiques, les installations d'épuration, les points de rejets des eaux de toutes origines, est établi, régulièrement tenu à jour et daté.

Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre le réseau de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu naturel récepteur, ou les égouts extérieurs à l'établissement.

Les égouts doivent être étanches et leur tracé doit en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils doivent être visitables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement donnent lieu à compte-rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les égouts véhiculant les eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Article 3.4. Points de rejet des eaux

Le raccordement au réseau d'assainissement collectif s'effectue en accord avec le gestionnaire du réseau ; une convention préalable doit être passée.

Cette convention fixe les caractéristiques des effluents déversés en conformité avec les seuils du présent arrêté. Les obligations de l'industriel en matière d'auto-surveillance sont rappelées ainsi que les modalités du pré-traitement prévu.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure. Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons doivent être équipés ou permettre l'équipement des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues à l'Article 3 du présent arrêté dans des conditions représentatives, en permanence sur le rejet d'eaux usées industrielles ; les points de rejets des eaux pluviales non polluées doivent permettre la prise d'échantillons. Les eaux pluviales ou de ruissellement et les eaux industrielles sont respectivement rejetées dans le réseau collectif en deux points distincts.

Article 3.5. Interdiction de rejet en nappe

Les rejets ou émissions directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits, à l'exception de ceux dus à la réinjection dans leur nappe d'origine, d'eaux à usage géothermique, d'eaux d'exhaure des carrières et des mines ou d'eaux pompées lors de certains travaux de génie civil, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié.

Article 3.6. Qualité des effluents rejetés

Les effluents doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits dangereux dans des concentrations telles qu'ils soient susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,
- de substances toxiques dans des quantités telles qu'elles soient capables d'entraîner la destruction des poissons à l'aval du point de déversement.

Article 3.7. Traitement des effluents

Les installations de traitement nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures et les conditions de fonctionnement doivent être portés sur un registre, éventuellement informatisé, et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

D'autre part, l'exploitant y reporte :

- les incidents de fonctionnement des installations de prétraitement,
- les dispositions prises pour y remédier,
- les résultats des contrôles de la qualité des rejets auxquels il aura été procédé.

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Des dispositions sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents (confinement, captage et traitement, ...) et prévenir l'apparition de conditions anaérobies non souhaitées.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations se trouve compromise, il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes du rejet par simple dilution autre que celle résultant du rassemblement des effluents normaux de l'usine ou des nécessités de traitement d'épuration.

Article 3.8. Surveillance des rejets

Mesures :

Les enregistrements des mesures doivent être conservés pendant une durée d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

Auto-surveillance :

Eaux industrielles

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets d'eaux industrielles.

Le rejet des eaux industrielles doit respecter les valeurs limites ou maximales suivantes :

- volume maximal instantané (l/s) : 8,5 l/s
- volume maximal horaire : 30 m³
- volume maximal journalier : 75 m³
- volume hebdomadaire : 350 m³
- température inférieure à 30°C
- pH compris entre 5,5 et 8,5 (mesure en continu) ou 9,5 en cas de neutralisation

| Paramètres | Concentration maximale sur un échantillon moyen 24 h en mg/l | Concentration instantanée maximale en mg/l | Flux journalier maximum en kg/j | Fréquence d'analyse |
|-----------------|--|--|---------------------------------|---------------------|
| MES | 375 | 600 | 28 | Hebdomadaire |
| DBO5 (1) | 125 | 800 | 9 | Mensuelle |
| DCO (1) | 625 | 2000 | 45 | Hebdomadaire |
| Azote total (2) | 110 | 150 | 8 | Mensuel |
| Phosphore total | 40 | 50 | 3 | Mensuel |
| ABS | 125 | 200 | 9 | Hebdomadaire |

(1) (sur effluent non décanté)

(2) (comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxyde)

Le débit rejeté sera mesuré en continu.

Les rejets seront exempts de composés cycliques hydroxylés et de leurs dérivés, d'hydrocarbures et de dérivés chlorés.

Echantillonnage

Avant rejet dans le réseau d'assainissement collectif, l'ouvrage d'évacuation des rejets industriels doit être équipé des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants :

- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons à une température de 4°C,
- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement,
- un pH-mètre en continu avec enregistrement,

Résultats

Les résultats sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Calage de l'auto-surveillance :

L'exploitant fait procéder au moins une fois par an en période de fonctionnement des installations, à une analyse d'échantillons représentatifs des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté. L'analyse porte normalement sur la totalité des paramètres mentionnés ci-dessus. Elle est effectuée par un organisme dont le choix est soumis à l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet.

Contrôles inopinés :

Il peut être procédé, à tout moment, à la demande de l'inspection des installations classées, de façon inopinée, à des prélèvements dans les effluents et à leur analyse par un laboratoire agréé. L'exploitant supporte les frais de ces analyses.

Bilans - registres :

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en continu ou dans le cadre de l'auto-surveillance est transmis mensuellement à l'inspection des installations classées accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. De même, copies des résultats de tous les contrôles périodiques doivent lui être adressés.

Eaux pluviales

Les eaux pluviales collectées et rejetées au réseau doivent respecter les valeurs limites maximales suivantes

| | |
|----------------------------|----------|
| MES | 100 mg/l |
| DCO | 300 mg/l |
| DBO5..... | 100 mg/l |
| Hydrocarbures totaux | 5 mg/l |
| N global | 30 mg/l |

Le volume annuel de rejet des eaux pluviales et de ruissellement est évalué à environ 24500 mètres cubes.

Article 3.9. Prévention des pollutions

Dispositions générales :

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'incident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement (rupture de récipient, fuite d'échangeur, ...) déversement direct de matières dangereuses ou insalubres qui, par leurs caractéristiques et les quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables vers le milieu récepteur. Les dispositions constructives suivantes sont en particulier respectées.

Capacités de rétention :

Les unités, parties d'unités ou stockages susceptibles de contenir, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont équipés de capacités de rétention étanches permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement. Cette disposition s'applique en particulier pour les aires de stockage à fûts.

Le volume et la conception de ces capacités de rétention doivent permettre de recueillir, dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits dangereux ou insalubres mis en œuvre dans une zone susceptible d'être affectée par un même sinistre malgré les agents de protection ou d'extinction.

Le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits dangereux ou insalubres doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 l ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Les dispositifs d'obturation doivent être maintenus fermés.

Canalisations :

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

Capacités de confinement :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction doivent pouvoir être recueillies dans une capacité disponible sur le site d'au moins 980 m3. Les

eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin après un traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Les opérations de vidange de ces capacités ne doivent résulter que d'une opération volontaire. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de cette capacité doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances localement. Le plan d'opération interne prévoit la fermeture de ces organes avant l'engagement des moyens d'extinction ou dès la détection d'un accident.

Le bassin doit être maintenu, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible.

Conséquences des pollutions accidentelles :

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant doit être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- la toxicité et les effets des produits rejetés,
- leur évolution et conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de récupération ou destruction des polluants à mettre en œuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune et la flore exposées à cette pollution,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

A cet effet, l'exploitant constitue un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux prescriptions ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux est transmis en deux exemplaires à l'inspection des installations classées et régulièrement tenu à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

Il comprend en particulier :

- les caractéristiques prévues aux points 1, 2, 4, 5 et 6 ci-dessus pour les principaux éléments toxiques ou polluants utilisés, stockés ou fabriqués dans l'établissement, même à titre de produits intermédiaires, et qui en raison de leurs caractéristiques et des quantités mises en œuvre peuvent porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct,
- une note exposant la méthodologie et les moyens techniques mis en œuvre pour satisfaire rapidement, lors d'un sinistre, aux dispositions du point 3 ci-dessus.

En cas d'utilisation de produits pouvant provoquer des rejets de toxiques, des essais de diffusion en grandeur réelle ou sur maquette, effectués par un organisme spécialisé, peuvent être demandés par l'inspection des installations classées pour conforter les hypothèses de base de cette étude.

Article 3.10. Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant doit constituer, conformément aux conclusions d'une étude simplifiée des risques et après avis d'un hydrogéologue agréé, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins :

- > deux puits de contrôle situés en aval de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe,
- > et un puits de contrôle en amont.

Cette étude et l'avis de l'hydrogéologue proposeront les emplacements des puits et les paramètres nécessaires à la surveillance des eaux souterraines. Ils seront remis à l'inspection des installations classées dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3.11. Risque de pollution des sols

En cas de risque de pollution des sols, une procédure de surveillance des sols appropriée doit être définie. Cette procédure doit préciser notamment la localisation des points de prélèvement, la fréquence et le type des analyses à effectuer ainsi que les modalités de transmission des résultats.

Article 4 - Déchets

Article 4.1. Limitation des déchets

Toutes dispositions doivent être prises dans la conception et l'exploitation des installations pour assurer une bonne gestion des déchets de l'entreprise.

A cette fin, l'exploitant se doit :

- de limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres;
- de trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication;
- de s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets.

Les déchets produits et les filières utilisées sont les suivants :

| déchets | Code Nomenclature | quantité annuelle (en tonnes) | quantité maximale stockée (en tonnes) | Filière d'élimination |
|------------------------------|-------------------|-------------------------------|---------------------------------------|-----------------------|
| Fûts | 15.01.04 | 4,5 | 5 | Valorisation |
| Fer et acier | 17.04.05 | 200 | 4 (benne à ferraille) | Valorisation |
| Papiers cartons | 20.01.01 | 270 | 6 (compacteurs) | Valorisation |
| Polyéthylène | 20.01.39 | 15 | 3 | Valorisation |
| Palettes | 15.01.03 | 110 | 15 | Valorisation |
| Housses plastiques | 15.01.02 | 2 | 3 | Valorisation |
| Boues de process | 07.06.12 | 100 | 40 | Incineration |
| Tensio actif | 07.06.99 | 5 | 5 containers de 1 000 l | Incineration |
| Lessives à détruire | 07.06.99 | 30 | 15 | Incineration |
| Consommables légers (tonner) | 08.03.18 | 0,006 | 0,050 | Valorisation |
| Mélange d'huile + eau | 13.05.07 | 1,2 | 2 | Incineration |
| Résidus du puisard | 07.06.12 | 10 | 2 containers de 1 000 l | Incineration |
| Chiffons souillés | 15.02.02 | 0,16 | 1 | Incineration |
| Manches de dépoussiérage | 15.02.03 | 5 | 3 | Incineration |

| | | | | |
|---|----------|-------|------------------------|------------------|
| Colle blanche et emballages souillés en mélange | 15.01.10 | 5 | 3 | Incinération |
| Déchets de laboratoire | 16.05.06 | 23,7 | 3 | Incinération |
| Piles | 16.06.04 | 0,050 | 0,020 | Valorisation |
| Nettoyage fond de cuves | 16.07.09 | 80 | 10 | Incinération |
| Déchets infirmiers | 18.01.03 | 0,06 | 0,010 | Incinération |
| Tubes Néon | 20.01.21 | 0,2 | 1 container de 1 000 l | Valorisation |
| Déchets ménagers | 20.03.01 | 75 | Bacs de 660 l | Mise en décharge |

Article 4.2. Stockage des déchets

Les déchets et résidus produits par l'installation doivent être stockés, avant leur Regroupement ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.

Les déchets peuvent être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et le résidu de produits contenus dans l'emballage,
- les emballages soient en bon état et soient identifiés par les seules indications concernant le déchet,
- les stockages ne comportent pas plus de deux niveaux.

Article 4.3. Élimination des déchets

L'exploitant établit une procédure écrite relative à la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement en respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur (code de l'environnement – Livre V – Titre IV) ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans les installations appropriées. Les déchets ne pouvant pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement (Livre V – Titre IV) dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

Pour chaque catégorie de déchets, l'exploitant doit respecter le niveau de traitement ou d'élimination fixé dans la partie déchets de l'étude d'impact. Tout changement significatif de niveau devra être porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Cependant, il peut être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les déchets non souillés par des substances nocives ou toxiques (papier, palettes, etc...) lorsque ces derniers sont utilisés comme combustibles lors des exercices d'incendie.

Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination.

Les huiles usagées sont collectées par catégories et doivent être remises obligatoirement soit à un ramasseur agréé pour le département, soit directement à un régénérateur ou éliminateur agréé.

Les déchets d'emballage doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Article 4.4. Registre – justificatifs

L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination de ses déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

Les déchets industriels dangereux au sens de l'annexe I du décret n°2002.540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets produits par l'établissement feront, par type, l'objet d'une fiche d'identification. Celle-ci précise notamment, le classement du déchet suivant la nomenclature nationale, les indications permettant son identification et toutes informations utiles à son élimination conformément aux dispositions du code de l'environnement (Livre V – Titre IV). Cette fiche est communiquée à l'éliminateur et une copie en est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

L'exploitant tient à jour un registre précisant la nature et la quantité de déchets produits ainsi que leur destination (date de l'enlèvement, transporteur, éliminateur, nature de l'élimination).

Pour les déchets d'emballage, les contrats mentionnés à l'article 2 du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 doivent indiquer la nature et les quantités prises en charge ; ils sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le caractère ultime au sens de l'article L.541.1 du code de l'environnement des déchets mis en décharge doit être justifié à partir du 1er juillet 2002

Article 4.5. Déclaration trimestrielle

La production de déchets dans l'établissement, leur regroupement, leur élimination (y compris interne à l'établissement), font l'objet d'un bilan trimestriel transmis à l'inspection des installations classées.

Article 5 - Bruit et vibrations

Article 5.1. Règles d'aménagement

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis pour voie aérienne ou sol-dienne ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, leur sont applicables.

Article 5.2. Véhicules et matériels

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995. Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées du sol ou des structures les supportant par des dispositifs anti-vibratiles efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 5.3. Appareils de communications

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 5.4. Niveaux limites

Les zones à émergence réglementée sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté, et leurs parties extérieures éventuellement les plus proches,
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches, à l'exclusion de celles des immeubles dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieure à 35 dB (A) et inférieure ou égale à 45 dB (A) | 6 dB (A) | 4 dB (A) |
| Supérieure à 45 dB (A) | 5 dB (A) | 3 dB (A) |

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 65 dB(A) pour la période de jour et 55 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieure à cette limite.

Article 5.5. Contrôles

Un contrôle des mesures des niveaux acoustiques doit être réalisé au moins tous les 3 ans par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle est réalisé selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Le rapport des mesures est tenu et à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une mesure des niveaux de bruit ambiants doit être réalisée dans les trois mois qui suivent la mise en route des installations. Les rapports sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la mesure.

Pour vérifier le respect des prescriptions ci-dessus, en cas de plainte, l'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique ou des mesures de vibrations mécaniques soient effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

Article 6 Sécurité

Dispositions générales

Article 6.1. Périmètres d'éloignement

Des zones de protection contre les effets d'un accident majeur sont définies pour des raisons de sécurité autour des installations de l'établissement Henkel.

La zone Z1 est la zone dans laquelle un accident aurait des conséquences mortelles pour au moins 1% des personnes présentes. La zone Z2 est la zone d'apparition d'effets irréversibles pour la santé, ou de blessures sérieuses.

En zone Z1 sont interdits :

- Les immeubles de grande hauteur,

- Les établissements recevant du public,
- Toute construction de nouveaux bâtiments,
- Toute construction d'habitations hors celles précisées ci-après.

Peuvent être autorisées :

- Les modifications des constructions existantes à usage d'habitation ou de bureau, qui n'entraînent pas d'extension et sans changement d'affectation.

Cette zone est définie par une distance d'éloignement de 30 mètres, comptée à partir du bord de la façade Nord-Est de la halle de stockage des emballages vides.

En zone Z2 sont interdits :

- Les immeubles de grande hauteur,
- Les établissements recevant du public,

Peuvent être autorisées :

- Les modifications des constructions existantes à usage d'habitation ou de bureau, qui n'entraînent pas d'extension et sans changement d'affectation.
- Les constructions ou l'extension de constructions à usage industriel à effectif limité (entrepôts, ...) et n'induisant pas de risques supplémentaires pour l'établissement Henkel.

Cette zone est définie par une distance d'éloignement de 42 mètres, comptée à partir du bord de la façade Nord-Est de la halle de stockage des emballages vides telle que mentionné sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 6.2. Clôtures :

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est muni d'une clôture efficace et résistante, sur toute sa périphérie, d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Article 6.3. Gardiennage :

Un gardiennage est assuré en permanence. En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance sont effectuées suivant une consigne établie par l'exploitant qui définit la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien. En dehors des heures ouvrables les alarmes relatives au fonctionnement ou à la surveillance des installations seront retransmises au poste de gardiennage.

Article 6.4. Accès, voies et aires de circulation :

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées entretenues en bon état, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation.

Les bâtiments et dépôts sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voiries internes de desserte de l'établissement devront répondre aux caractéristiques de la voie échelle. La voie échelle est une partie de la voie engins dont les caractéristiques sont complétées et modifiées comme suit :

- la longueur minimale est de 10 mètres,
- la largeur, bandes réservées au stationnement exclus, est portée à 4 mètres,
- la pente maximum est ramenée à 10 %
- la résistance au poinçonnement est fixée à 100 kilonewtons sur une surface circulaire de 0,20 mètres de diamètres,

Si cette section de voie n'est pas sur la voie publique, elle doit lui être raccordée par une voie utilisable par les engins de secours (voie engins).

L'accès au bâtiment sera réalisé par une voie engins.

La voie engins est une voie dont la chaussée répond aux caractéristiques suivantes quel que soit le sens de circulation suivant lequel elle est abordée à partir de la voie publique :

- largeur : 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclus,

- Force portante calculée pour un véhicule de 130 kilonewtons (dont 40 kilonewtons sur l'essieu avant et 90 kilonewtons sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 mètres)
- Rayon intérieur minimum R : 11 mètres
- Surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètre)
- Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 mètres de hauteur majorée d'une marge de sécurité de 0,20 mètre.
- Pente inférieure à 15 %.

Ces voies devront rester libres et faciles d'accès afin de permettre une intervention aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie.

Article 6.5. Règles de circulation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes affichées et/ou fournies aux chauffeurs,...).

En particulier toutes dispositions sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

Article 6.6. Conception des bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Ils sont isolés des bâtiments habités ou occupés par des tiers, par un dispositif coupe-feu de degré 2 heures, constitué :

- soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée d'au moins un mètre,
- soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

A l'intérieur des ateliers, des allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Le désenfumage des locaux doit pouvoir s'effectuer par des ouvertures dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne doit pas être inférieure à 1/200ème de la superficie dans les locaux ne présentant pas de zone à risque d'incendie, et à 1/100ème de la superficie dans les locaux présentant des zones à risque d'incendie.

L'ouverture des équipements de désenfumage doit pouvoir s'effectuer manuellement depuis le sol, y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique. Les commandes d'ouverture de ces dispositifs doivent être accessibles facilement et être correctement signalées.

Les salles de contrôle sont conçues de façon à ce que lors d'un accident, le personnel puisse prendre en toute sécurité, les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

Article 6.7. Conception des installations

Les installations, ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent, sont conçus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toutes projections de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits manipulés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les installations et appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposés ou aménagés de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément.

Les appareils de fabrication doivent porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux en dehors des périodes de travail.

Article 6.8. Installations électriques

L'installation électrique et le matériel utilisé de l'ensemble des locaux et bâtiments sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Ils doivent en outre être conçus et réalisés de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celles des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

Les circuits "basse tension" doivent être conformes à la norme NF-C 15100, les circuits "moyenne tension" et "haute tension", aux normes NF-C 13100 et NF-C 13200.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre.

Des interrupteurs doivent permettre la mise hors tension des transformateurs.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (Jo du 30 avril 1980).

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui doit très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute déficience constatée dans les plus brefs délais.

Article 6.9. Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes (manipulation de gaz, de liquides inflammables, de produits toxiques, ...).

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques susceptibles d'être provoquées et les opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.

Un compte rendu écrit de ces exercices est établi et conservé à la disposition de l'inspection des installations classées.

- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

EXPLOITATION

Article 6.10. Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, ainsi que la liste des vérifications à effectuer avant la mise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité,
- les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits dangereux et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et pour leur transport,
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité,
- les dispositions prévues en cas d'incident ou d'accident.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

Article 6.11. Stockages

Les réservoirs et récipients de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu.

Les réservoirs de capacité supérieure à 1.000 l portent en outre le numéro et le symbole de danger définis par le règlement pour le transport des matières dangereuses.

Leurs canalisations d'alimentation sur lesquelles doivent être branchés les véhicules livreurs, sont correctement repérées par un étiquetage adéquat.

Article 6.12. Postes de chargement et déchargement de matières dangereuses

Les postes de chargement ou de déchargement de matières dangereuses sont d'accès facile et conçus pour permettre des manœuvres aisées des véhicules. Les aires de stationnement, ou de dépotage de véhicules transportant des matières toxiques ou dangereuses sont étanches, imperméables et incombustibles. Elles forment, ou sont associées à une cuvette de rétention destinée à recueillir tout écoulement accidentel. Les manipulations de ces matières sont confiées exclusivement à du personnel qualifié, informé des risques présentés par les produits, et formé spécialement sur les mesures de prévention à mettre en œuvre et sur les méthodes d'intervention en cas de sinistre.

Avant d'entreprendre le déchargement d'un véhicule, ce personnel vérifie :

- la nature et la quantité des produits reçus,
- la disponibilité des stockages correspondants,
- la bonne compatibilité des équipements du véhicule avec ceux de l'installation de dépotage.

Cette consigne est clairement affichée de manière indélébile, près des postes de déchargement.

Avant d'entreprendre le chargement d'un véhicule, ce personnel doit vérifier :

- la comptabilité du produit à expédier avec l'état, les caractéristiques, et la signalisation du véhicule,
- la validité des autorisations de circulation,
- la propreté des citernes, en particulier pour éviter des mélanges incompatibles ou dangereux avec d'éventuels produits résiduels.

De plus, avant d'autoriser le départ d'un véhicule, l'exploitant doit contrôler les bonnes conditions de conditionnement (fermeture de vannes, ...), d'emballage, d'arrimage et d'étiquetage des produits, la qualification du chauffeur, et informer celui-ci sur la nature et les risques des produits transportés et les mesures à prendre en cas d'accident. Il lui remet les documents d'information nécessaires, dont notamment la fiche de sécurité correspondante.

Article 6.13. Produits

Les dispositions nécessaires sont prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis présentant un caractère inflammable, explosif, toxique ou corrosif sont limités en quantité dans les ateliers d'utilisation au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Article 6.14. Connaissance des produits - étiquetages

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 6.15. Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, filtres à manches, produits absorbants, produits de neutralisation.

Article 6.16. Paramètres de fonctionnement

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations sont mesurés et si nécessaire enregistrés en continu. De plus, le dispositif de conduite des installations est conçu de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives excessives de ces paramètres par rapport aux conditions normales de la fabrication.

Article 6.17. Systèmes d'alarme

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publiques doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

Article 6.18. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

Article 6.19. Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité (vérification périodique au moins annuelle).

Article 6.20. Registres entrées/sorties

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Ces dispositions sont applicables à toutes activités, à tous locaux comprenant des produits dangereux, combustibles, inflammables ou toxiques.

Article 6.21. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet prévues aux points mentionnés à l'article 3.4 et les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Article 6.22. Plan d'opération interne :

L'exploitant établit un plan d'opération interne suivant les dispositions réglementaires en vigueur.

Ce plan définit les mesures d'organisation, les modalités d'alerte, les méthodes d'intervention et les moyens à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Ce plan est transmis à la direction départementale de la protection civile et à l'inspection des installations classées.

Le préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

Un exercice annuel sera effectué en liaison avec les sapeurs pompiers afin de tester le déclenchement et la mise en œuvre du plan d'opération interne. Cet exercice donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu. L'inspection des installations classées sera informée de la date retenue pour cet exercice.

Article 6.23. Direction des opérations de secours :

En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du plan d'intervention par les pouvoirs publics.

Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au plan d'opération interne et au plan particulier d'intervention en application des articles 2-5-2 et 3-2-2 de l'instruction interministérielle du 12 juillet 1985.

Article 6.24. Information en cas d'accident :

L'exploitant est tenu de fournir au préfet les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'information des populations concernées sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident.

Article 6.25. Equipes de sécurité :

L'exploitant veille à la formation sécurité de tout son personnel et à la constitution d'équipes de sécurité comprenant des agents affectés prioritairement à des missions d'intervention lors de sinistres et d'opération de prévention, et pouvant quitter leur poste de travail à tout moment pour combattre un éventuel sinistre.

Article 6.26. Vérifications et contrôles

Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie et les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications;
- personne ou organisme chargé de la vérification;
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'incident.

Ce registre doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.27. Moyens de lutte contre l'incendie

Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement.

Le réseau Sprinklers comporte environ 5300 têtes de diffusion couvrant la totalité de l'établissement à partir de 7 postes différents. Son alimentation est assurée par le réseau public par l'intermédiaire de deux stockages de 30 et

450 m³. ce réseau fait l'objet d'une vérification hebdomadaire par un agent qualifié sécurité-environnement de l'usine.

Le site dispose également d'un réseau de 6 poteaux d'incendie susceptibles d'assurer chacun un débit minimal de 60 m³/h sous 1 bar durant au minimum deux heures et de 44 robinets d'incendie armés (diamètre 40 mm), qui font l'objet d'une vérification mensuelle par un agent qualifié.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle ; leurs sections sont calculées pour assurer les débits et pressions nécessaires en tout point.

Le réseau incongelable est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture ou une brèche puisse être isolée.

Les bouches, poteaux d'incendie ou prises d'eau qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont répartis judicieusement dans l'établissement, en particulier au voisinage des emplacements de stockage ou de mise en œuvre de liquides ou de gaz inflammables.

L'établissement dispose d'au moins deux groupes de pompage et de deux sources d'énergie distinctes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie. Son réapprovisionnement doit être fait immédiatement après toute utilisation (sinistre, exercices, ...) et dans tous les cas avant le redémarrage de l'exploitation.

Les salles de commande de l'atelier d'atomisation et de l'atelier de post-addition sont dotées d'une extinction automatique au CO₂.

Article 6.28. Systèmes d'alerte :

L'établissement est équipé d'un réseau d'alerte réparti de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un point d'alarme à partir d'une installation ou d'un stockage, ne dépasse 100 mètres.

Article 6.29. Lutte contre les produits toxiques ou dangereux :

L'exploitant détermine, sous sa responsabilité, les zones de l'établissement susceptibles d'être polluées par un gaz ou des émanations de produits toxiques. Le plan de ces zones est établi dans le mois qui suit la notification du présent arrêté, mis à jour, et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La nature exacte du risque toxique est indiquée à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelée à l'intérieur de celles-ci.

Des masques d'un type correspondant aux gaz ou émanations toxiques susceptibles d'être émis, doivent être mis à la disposition de toute personne ayant à séjourner à l'intérieur des zones visées ci-dessus.

L'établissement doit disposer d'au moins trois appareils respiratoires autonomes isolants, de matériels rince-oeils et de douches de sécurité.

Les matériels de secours prévus ci-dessus doivent rester rapidement accessibles en toutes circonstances et pour cela être répartis en au moins deux secteurs protégés de l'établissement.

Des moyens adaptés de neutralisation, d'absorption et de récupération de produits dangereux accidentellement répandus seront maintenus en permanence dans l'établissement.

Article 6.30. Détection de chlore

L'atelier de neutralisation (ex atelier sulfonation) est équipé d'un réseau de détection automatique de chlore.

Tout déclenchement du réseau de détection entraîne au moins :

l'arrêt automatique de la pompe javel et du process de neutralisation ;

le déclenchement d'un signal sonore ou lumineux localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de gardiennage par exemple...).

Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées durant un an.

Le réseau de détection de chlore fait l'objet d'un contrôle au minimum annuel par un agent qualifié.

Article 6.31. Zones de risques incendie :

Les zones de risques incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations industrielles de l'établissement.

L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de risque incendie de l'établissement. Il tient à jour, et à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de ces zones qui doit être établi dans le mois qui suit la notification du présent arrêté.

Tout local comportant une zone de risque incendie est considérée dans son ensemble comme zone de risque incendie.

Les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de risque incendie en complément aux dispositions générales de sécurité.

Article 6.32. Isolement :

Les zones de risque incendie sont isolées des constructions voisines :
soit par un mur plein coupe feu 2 h dépassant la couverture la plus élevée d'au moins un mètre,
soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

Article 6.33. Comportement au feu de structures métalliques :

Les éléments porteurs de structures métalliques doivent être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'interventions.

Article 6.34. Dégagements :

Dans les locaux comportant des zones de risques incendie, les portes d'accès à l'extérieur s'ouvriront facilement dans le sens de l'évacuation, elles sont pare flammes une demi-heure et à fermeture automatique.

Les dégagements doivent être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 25 mètres, ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur. Les locaux particulièrement dangereux ne sont pas implantés en cul de sac.

Les escaliers intérieurs d'évacuation sont cloisonnés lorsqu'ils sont établis sur trois niveaux ou plus, ils seront désenfumés en partie haute par une ouverture manœuvrable depuis les paliers.

Les unités construites en estacade extérieure ou les parties d'unité aménagées de cette façon doivent être conçues de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention en toute sécurité.

Article 6.35. Prévention :

Dans les zones de risque incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage...).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils font l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux d'entretien.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans les zones de risques d'incendie.

Article 6.36. Détection incendie :

Les locaux comportant des zones de risque incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout système de surveillance approprié.

Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, PC incendie par exemple).

Des détections automatiques d'incendie doivent être implantées dans les lieux suivants :

- locaux électriques,
- locaux de puissance,
- postes de transformation,
- salle de commande de l'atomisation,
- couloir du brûleur de la tour d'atomisation,
- tour d'atomisation,
- locaux abritant le serveur informatique et l'automate Schwartz Haumont,
- local aérosols situé dans le laboratoire R&D.

Le local du laboratoire R&D servant au remplissage des aérosols est également équipé d'une détection de type explosimétrique.

L'ensemble des alarmes sont reportées sur une gestion technique centralisée localisée dans la loge du gardien.

Article 6.37. Moyens internes de lutte contre l'incendie :

En complément aux dispositions de l'article 6.27 ci-dessus, les zones de risque incendie comportent au moins :

- des robinets d'incendie armés normalisés permettant de couvrir l'ensemble des zones, installés près des accès. Les robinets d'incendie armés peuvent être remplacés par des extincteurs à poudre sur roues de 150 kg (ou équivalent).
- des extincteurs à poudre (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 55b.
- un extincteur à poudre sur roue de 50 kg (ou équivalent) par 1.000 m² à protéger et par niveau d'au moins 250 m².

En cas de défaillance du système de sprinklage, l'exploitant prendra toute disposition permettant d'assurer rapidement le refroidissement du mur séparant l'établissement HENKEL du terrain situé au sud-est des installations susceptible d'être affecté par les conséquences d'un incendie sur la halle de stockage des emballage vides, tel que mentionné dans l'analyse critique de l'étude de danger du site.

Article 6.38. Zones de sécurité :

Les zones de sécurité sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mise en œuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations.

L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones de sécurité dans lesquelles peuvent apparaître les atmosphères explosives en respectant les critères suivants :

- zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de matières combustibles sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment,
- zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de matières combustibles sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se former exceptionnellement en fonction normale,
- zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de matières combustibles sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se former exceptionnellement en fonction normale ou bien si une telle formation se produit néanmoins, n'est que de courte durée.

L'exploitant établit et tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un plan des zones de sécurité. Les zones de sécurité sont matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, ...).

Les dispositions du paragraphe relatif aux zones de risque incendie et les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de sécurité en complément aux dispositions générales de sécurité.

Les installations comprises dans les zones de sécurité sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

Article 6.39. Matériels électriques :

Le matériel électrique doit être adapté à chaque type de zone, en particulier :

- en zone 0 : le matériel électrique doit être de catégorie 1, groupe II,
- en zone 1 : le matériel électrique doit être au minimum de catégorie 2, groupe II,
- en zone 2 : le matériel électrique doit être au minimum de catégorie 3 s'il n'y a pas d'arcs, d'étincelles et d'échauffements dangereux en service normal, sinon de catégorie 2, groupe II.

Les catégories 1, 2 et 3 sont définies dans le décret n° 96.1010 du 19 novembre 1996.

Article 6.40. Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation :

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables,
- utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques,
- limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques,
- continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillage, supports, réservoirs mobiles, outillages...).

Article 6.41. Feux nus

Les feux nus répondant à la définition qui en est donnée dans les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides annexées à l'arrêté du 9 novembre 1972 modifié (JO du 31 décembre 1972 et du 23 janvier 1976) sont normalement interdits dans les zones présentant des risques d'explosion ; cependant, lorsque les travaux nécessitant la mise en œuvre de feux nus doivent y être entrepris, ils font l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de contrôle de l'atmosphère, de prévention et de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

Article 6.42. Ventilation

En fonctionnement normal, les locaux comportant des zones de sécurité sont ventilés convenablement et de façon à éviter toute accumulation de gaz ou de vapeurs.

Article 6.43. Prévention des explosions

Les conditions d'exploitation sont telles que les appareils de fabrication et leurs canalisations de transfert ne contiennent un ou plusieurs produits dans des conditions permettant à une explosion de se produire. Cette disposition doit être respectée en marche normale des installations, durant les périodes transitoires de mise en service et d'arrêt et durant les opérations de caractère exceptionnel. Il peut être dérogé à cette disposition lorsque la conception du matériel lui permet de résister à une explosion interne sans conséquences pour la sécurité des personnes ou l'environnement.

Article 6.44. Détection gaz

Toute installation comportant une ou plusieurs zones de sécurité est équipée d'un réseau de détection de gaz.

Les détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation accidentels de gaz ou vapeurs combustibles.

Dans les unités de fabrication, la détection de gaz est réglée suivant deux seuils d'alarme fonction d'un pourcentage approprié de la limite inférieure d'explosivité des atmosphères explosives qui risquent de se former. Lorsque celles-ci comportent des produits différents, l'étalonnage est effectué à partir de la limite inférieure d'explosivité du produit le plus sensible présent.

Le franchissement du premier seuil entraîne au moins :

- le déclenchement d'un signal sonore et lumineux localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (salle de contrôle ou poste de garde au PC incendie, par exemple...),
- l'augmentation de la ventilation lorsque l'incident se produit dans un local et que cette mesure est appropriée.

Le franchissement du deuxième seuil entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité de l'installation.

Dans les deux cas, la recherche de la cause de l'alarme par le personnel présent s'effectue dans le cadre des consignes établies par l'exploitant.

A l'exception du cas où la sécurité des personnes ou de l'environnement est compromise, la remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une alarme gaz ne peut être décidée, après examen détaillé des installations, que par le directeur de l'établissement ou une personne déléguée à cet effet.

Tout incident ayant entraîné le dépassement du deuxième seuil d'alarme gaz donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées durant un an.

Article 6.45. Poussières inflammables

L'ensemble de l'installation est conçu de façon à limiter les accumulations de poussières inflammables hors des dispositifs spécialement prévus à cet effet. Lorsque ce risque d'accumulation existe néanmoins, l'installation est munie de dispositifs permettant un nettoyage aisé. Ce nettoyage doit être effectué régulièrement.

Des mesures particulières d'inertage doivent être prises pour la manipulation de poussières inflammables lorsqu'elles sont associées à des gaz ou vapeurs inflammables.

Tout stockage de matières pulvérulentes inflammables est équipé d'un dispositif d'alarme de température ou de tout autre paramètre significatif lorsqu'une augmentation de celle-ci risque d'entraîner des conséquences graves.

Titre II - Prescriptions particulières

Elles s'appliquent spécifiquement aux activités désignées ci-après, en complément des dispositions générales du Titre I.

Article 7 - Installations dans lesquelles est mis en œuvre du percarbonate de sodium

Article 7.1. Dispositions générales

La quantité de percarbonate de sodium détenue est limitée à 50 tonnes dans l'ensemble de l'établissement; la quantité présente dans le silo de stockage (silo J) est limitée à 44 tonnes. A cette fin, le silo est équipé de niveaux hauts de sécurité asservis au système de dépotage permettant de rester sous le seuil des 44 tonnes.

Article 7.2. Conception des matériels

Les canalisations, organes de robinetterie, matériels, outillages et capacités de stockage ou d'entreposage dans lesquels est mis en œuvre le percarbonate de sodium doivent être conçus, dimensionnés et construits pour prévenir les risques liés au produit, et en particulier pour éviter toute contamination avec des composés organiques, des acides ou bases, des agents réducteurs, des produits inflammables ou de l'eau.

Ces matériels doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'ils sont susceptibles de contenir. Ils doivent être convenablement entretenus et faire l'objet d'examen périodique appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur aptitude à remplir les fonctions qui leurs sont attribuées.

D'une façon générale les matériels utilisés pour le transport, le stockage ou l'utilisation du percarbonate de sodium doivent être strictement dédiés à cet usage. Les appareils de fabrication doivent porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant lorsqu'ils restent chargés de produit en dehors des périodes de travail. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Toutes précautions doivent être prises pour que les conséquences d'une montée en pression à l'intérieur du silo de stockage du percarbonate de sodium restent circonscrites aux limites de propriétés de l'établissement. En particulier, en cas de surpression le couvercle du silo devra pouvoir faire pleinement office d'évent.

Article 7.3. Formation des personnels

Une formation particulière est assurée pour le personnel nommé désigné et affecté à la conduite ou à la surveillance des installations dans lesquelles est mis en œuvre le percarbonate de sodium.

Cette formation doit notamment comporter :

Toutes les informations utiles sur le produit, les réactions chimiques susceptibles d'être provoquées et les opérations d'exploitation,

Les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,

Des exercices périodiques de simulation des consignes de sécurité ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention. Un compte-rendu écrit de ces exercices est établi et conservé à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 7.4. Exploitation

L'exploitant doit être en mesure de connaître la quantité de produits stockés ou entreposés dans le silo J intermédiaire et dans l'installation de post-addition. Il procède au moins une fois par jour à une mesure du niveau de stockage dans le silo; cette mesure est renouvelée avant chaque opération de livraison.

L'ensemble des installations sont maintenues propres et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les installations de livraison, stockage et utilisation du percarbonate sont en particulier dotées d'équipements permettant de détecter toute élévation anormale de température. L'exploitant définit les seuils au-delà desquels sont mises en œuvre, de façon automatique ou manuelle, les mesures appropriées pour ramener l'installation dans des conditions normales de fonctionnement ou pour limiter les effets d'un incident ou d'un accident. En particulier, les alarmes liées à la surveillance de la température génèrent des signaux visuels ou sonores perceptibles dans la salle de contrôle et au poste de gardiennage de l'usine. Le débit d'air sec assurant le refroidissement continu du silo de stockage du percarbonate fait l'objet d'une surveillance particulière; l'exploitant définit les alarmes et les seuils appropriés ainsi que les actions à engager à la suite du dépassement de ces seuils.

Article 7.5. Surveillance

L'exploitant définit la liste des mesures et matériels importants pour la sécurité permettant d'éviter la décomposition du percarbonate de sodium. La surveillance des installations fait l'objet de procédures ou consignes précisant les paramètres surveillés et la fréquence de cette surveillance.

La surveillance des opérations d'exploitation est conduite depuis la salle de contrôle ainsi que par des vérifications périodiques et des visites des installations. Elle est assurée, de façon directe ou indirecte, par des personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers du percarbonate de sodium.

Article 7.6. Salle de contrôle post-addition

Les résultats des mesures des paramètres importants pour la sécurité des installations sont transmis dans la salle de contrôle post-addition.

Le dispositif de conduite et de surveillance des installations est conçu de façon à ce que le personnel ait immédiatement connaissance de toute dérive de ces paramètres vis à vis des conditions normales d'exploitation. La salle de contrôle est conçue de façon à ce que, lors d'un accident, le personnel puisse prendre en toute sécurité les mesures conservatoires permettant de ramener les installations vers un état normal ou en limiter les conséquences, indépendamment de l'engagement des moyens d'intervention internes ou externes.

La salle de contrôle ne doit pas être significativement exposée aux conséquences d'une décomposition du percarbonate de sodium. Un opérateur doit être présent en permanence pendant les opérations de livraison ou d'utilisation du percarbonate de sodium. L'unité centrale permettant le suivi des opérations d'exploitation et de surveillance doit être alimentée par une source autonome (accumulateurs, onduleurs).

Article 8 Dispositions particulières aux entrepôts

Article 8.1. Construction et aménagement

La toiture est réalisée avec des éléments incombustibles.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

Le sol est étanche avec récupérateur au niveau des différents entrepôts, de telle manière que les produits stockés ne puissent entraîner, en cas d'écoulement dû aux eaux d'extinction une pollution, vers le milieu naturel ou les réseaux publics d'assainissement.

Si un poste ou une aire d'emballage est installé dans l'entrepôt, il est soit dans une cellule spécialement aménagée, soit éloigné des zones d'entreposage, soit équipé de moyens de prévention ou d'intervention particuliers.

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Les portes sur l'extérieur doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie.

Toutes les issues sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

Les moyens de manutention fixes sont conçus pour, en cas d'incendie, ne pas gêner la fermeture automatique des portes coupe-feu, ou le cas échéant, l'action de moyens de cloisonnement spécialement adaptés.

Article 8.2. Hall de stockage emballages vides (quai emballages)

Le hall de stockage des emballages vides doit être physiquement séparé du reste du bâtiment principal par un mur coupe feu de degré 2 heures.

Les portes de communication entre le hall de stockage des emballages vides et le reste du bâtiment sont coupe-feu de degré 2 heures.

Ce hall devra être divisé en cantons de désenfumage équipé de dispositifs d'évacuation des fumées d'incendie, gaz de combustion, chaleur et imbrûlés adapté.

Des exutoires à commande manuelle et automatique font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 1/100 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Les commandes manuelles des exutoires de fumée et de chaleur sont visibles, clairement signalées près des sorties de secours et facilement accessibles depuis les issues de secours.

Des amenées d'air neuf d'une surface équivalente à celle des exutoires doivent être assurées sur l'ensemble du volume de stockage. Elles peuvent être constituées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à ventiler donnant sur l'extérieur.

Article 8.3. Désenfumage

Le hall de stockage des produits finis ainsi que la zone de stockage située au niveau 6.15 sont divisés en cantons de désenfumage. Ceux-ci sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande manuelle et automatique font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 1/200 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Les commandes manuelles des exutoires de fumée et de chaleur sont visibles, clairement signalées près des sorties de secours et facilement accessibles depuis les issues de secours.

Des amenées d'air neuf d'une surface équivalente à celle des exutoires doivent être assurées sur l'ensemble du volume de stockage des produits finis et du niveau 6.15. Elles peuvent être constituées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à ventiler donnant sur l'extérieur.

Article 8.4. Equipements

Les transformateurs de courant électrique sont situés dans des locaux spéciaux isolés de l'entrepôt par un mur coupe-feu de degré une heure et largement ventilés vers l'extérieur de l'entrepôt.

Dans les cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des produits entreposés pour éviter leur échauffement.

Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation des cellules.

Une ventilation naturelle existe pour la zone de recharge de batteries des chariots automoteurs.

Article 8.5. Chauffage des locaux.

Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud puisé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement en matériaux incombustibles. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges incombustibles.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage.

Article 8.6. Exploitation

Le stockage de produits explosifs est interdit.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc. soient largement dégagés.

Les marchandises entreposées en masse (sacs, palettes, etc.) forment des blocs limités de la façon suivante:

- surface maximale des blocs au sol: 250 à 1000 mètres carrés suivant la nature des marchandises entreposées;
- hauteur maximale de stockage: 6 mètres;
- espaces entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure: 0,80 mètre;
- espaces entre deux blocs: 1 mètre;
- chaque ensemble de quatre blocs est séparé d'autres blocs par des allées de 2 mètres;
- un espace minimal de 0,90 mètre est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs, cette distance est à adapter en cas d'installation d'extinction automatique d'incendie.

Toutefois, dans le cas d'un stockage par palletier, ces conditions ne sont pas applicables si l'entrepôt est équipé d'une installation d'extinction automatique d'incendie.

Lors de la fermeture des entrepôts, les chariots de manutention sont remis soit dans un local spécial, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

Article 8.7. Entretien général.

Les locaux et matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussières.

Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc. sont regroupés hors des allées de circulation.

Article 8.8. Matériels et engins de manutention.

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués dans un local spécial.

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

Article 9 - Installations de combustion

Article 9.1. Installations de combustion

La chaufferie comprend deux chaudières utilisant le gaz naturel comme combustible, dont la puissance nominale est de 4,885 MW chacune et fonctionnant en alternance. Celles sont implantées dans un local présentant les caractéristiques suivantes :

- parois coupe feu 2 heures ;
- porte coupe feu 2 heures.

La tour d'atomisation est dotée d'un brûleur au gaz d'une puissance nominale de 16,25 MW.

Article 9.2. Alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées ou par étiquetage.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur de la chaufferie pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur de la chaufferie et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz en entrée chaufferie et par une vanne automatique en entrée chaudière. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant.

Article 9.3. Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme ou un contrôle de température. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Article 9.4. Détection de gaz - détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

| | Concentration en NOx en équivalent NO2 en mg/Nm3 | Flux horaire en Kg | Flux annuel en tonne |
|-----------------------|--|-----------------------|-------------------------|
| chaudières | 150 | 0,3 | 2,6 |
| Tour d'atomisation | 150 | 15 | 103 |

La tour d'atomisation est équipée d'un filtre à manche à nettoyage automatique ; la teneur en poussières des gaz émis est contrôlée en continu.

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les chaudières, et une fois par an pour la tour d'atomisation, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur.

Article 10 - Installations de compression

Article 10.1. Salle des compresseurs

Le local de compression devra être maintenu en parfait état de propreté; les déchets gras ayant servi devront être mis dans des boîtes métalliques closes et enlevés régulièrement.

Article 10.2. Compression de gaz

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des équipements sous pression.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Des filtres maintenus en bon état de propreté doivent empêcher la pénétration des poussières dans les compresseurs.

Si la compression comporte plusieurs étages, le gaz doit être convenablement refroidi à la sortie de chaque étage intermédiaire du compresseur. Des thermomètres permettent de lire la température du gaz à la sortie de chaque étage des compresseurs.

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

L'arrêt du compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Toutes mesures sont également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sûreté.

Article 11 - Dépôt de liquides inflammables de 2ème catégorie : stockage des parfums

Article 11.1. Implantation

Le dépôt étant situé dans un bâtiment à usage multiple surmonté d'étages, les éléments de construction du local du dépôt, qui est installé en rez-de-chaussée, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi coupe-feu de degré 2 heures;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 2 heures;
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure;
- portes donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré une demi-heure.

La fermeture des portes coupe-feu est asservie à la détection incendie située de part et d'autre.

Ce local ne commandera ni un escalier ni un dégagement quelconque. Il est largement ventilé, toutes dispositions étant prises pour qu'il ne puisse en résulter d'inconfort, de gêne ou de danger pour les tiers.

Article 11.2. Réservoirs

Les liquides inflammables sont renfermés dans des récipients qui peuvent être des bidons, des fûts ou des réservoirs fixes.

Ces récipients sont fermés. Ils doivent porter en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé. Ils sont incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et doivent présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Article 12 - Tours aéroréfrigérantes

Article 12.1.

Les dispositifs à refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air sont soumis aux obligations définies par le présent arrêté en vue de prévenir l'émission d'eau contaminée par des légionelles.

Article 12.2.

Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement au sens du présent arrêté : les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

Article 12.3.

L'exploitant devra maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons...) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

Article 12.4.

I - Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procédera à :

- 8 une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint,
- 8 un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques,

- 8 une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des légionelles a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'appliquera, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles seront soit rejetées à l'égout soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des installations classées. Les rejets à l'égout ne devront pas nuire à la sécurité des personnes ni à la conservation des ouvrages.

II - Si l'exploitant justifie d'une impossibilité technique à respecter les dispositions de l'article 12-4-I, il devra mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des légionelles, validé in situ par des analyses d'eau pour recherche de légionelles, dont une au moins interviendra sur la période de mai à octobre.

Article 12.5.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant mettra à disposition des personnels intervenants à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants...), destiné à les protéger contre l'exposition :

- 8 aux produits chimiques,
- 8 aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

Un panneau devra signaler le port de masque obligatoire.

Article 12.6.

Pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement, l'exploitant fera l'appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

Article 12.7.

L'exploitant reportera toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionnera :

- 8 les volumes d'eau consommée mensuellement,
- 8 les périodes de fonctionnement et d'arrêt,
- 8 les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates/nature des opérations/identification des intervenants/nature et concentration des produits de traitement),
- 8 les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en legionella, ...).

Les plans des installations, comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement, devront être annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 12.8.

L'exploitant procédera mensuellement, pendant la période de fonctionnement des tours aérorefrigérentes, à des analyses d'eau pour la recherche de légionelles, en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien, de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement et du traitement de l'eau.

L'inspection des installations classées pourra à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses supplémentaires.

Les prélèvements et analyses seront réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspecteur des installations classées.

Les frais des prélèvements et des analyses seront supportés par l'exploitant.

Les résultats d'analyses seront adressés dès réception à l'inspection des installations classées.

Article 12.9.

Si les résultats d'analyses réalisées en application des articles 12.4 à 12.7 mettent en évidence une concentration en légionelles supérieure à 10^5 UFC/l, l'exploitant devra immédiatement stopper le fonctionnement du système de refroidissement, en informer l'inspection des installations classées et procéder à la vidange, au nettoyage et à la désinfection mentionnés à l'article 12.4.

Pour des résultats d'analyses compris entre 10^3 et 10^5 UFC/l, l'exploitant devra mettre en œuvre les mesures nécessaires pour abaisser la concentration en légionelles en dessous de 10^3 UFC/l. Il réalisera un nouveau contrôle de la concentration en légionelles deux semaines après le prélèvement ayant mis en évidence la concentration comprise entre 10^3 et 10^5 UFC/l. Le contrôle sera renouvelé toute les deux semaines tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs.

Article 12.10.

L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera doté d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement sera équipé d'un ensemble de protection par disconnection situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation. Les rejets d'aérosols ne seront situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejet seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.

Article 12.11.

Les rejets d'aérosols ne seront situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejet seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.

Titre III - - Dispositions administratives

Article 13 - Abrogation

Les arrêtés préfectoraux n° 91 A 27 IC du 30 mai 1991 ayant autorisé la Société HENKEL à exploiter ses installations à l'adresse citée à l'article 1, 2003.MD.30.IC du 27 mars 2003 relatif à la détention et au stockage de percarbonate de sodium, et 2004.MU.106.IC du 18 juin 2004 relatif aux dispositifs de refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air en vue de prévenir l'émission d'eau contaminée par *Legionella*, sont abrogés.

Article 14 - Echéancier

Les dispositions et équipements ci-après seront mises en place dans les délais suivants :

| | |
|---|----------|
| POI | 31/12/04 |
| Désenfumage du quai emballages (article 8.2) | 31/12/04 |
| Seconde porte coupe-feu entre hall des emballages et bâtiment (article 8.2) | 31/12/04 |
| Désenfumage escalier béton entre atomisation et laboratoire (article 8.3) | 31/12/04 |
| Complément d'identification des tuyauteries et curves ou silos (article 6.11) | 31/12/04 |

annexe II TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| Titre I - Prescriptions générales..... | 2 |
| Article 1 - Généralités..... | 2 |
| Article 1.1. Champ d'application..... | 2 |
| Article 1.2. Autorisation d'exploiter..... | 2 |
| Article 1.3. Autorisation de rejet..... | 3 |
| Article 1.4. Conformité aux plans et aux données techniques - modifications..... | 3 |
| Article 1.5. Produits consommables..... | 3 |
| Article 1.6. Intégration dans le paysage..... | 3 |
| Article 1.7. Risques naturels..... | 4 |
| Article 1.8. Accident - incident..... | 4 |
| Article 1.9. Contrôles et analyses..... | 4 |
| Article 1.10. Hygiène et sécurité..... | 4 |
| Article 1.11. Taxes et redevances..... | 4 |
| Article 1.12. Cessation d'activité définitive..... | 5 |
| Article 2 - Air..... | 5 |
| Article 2.1. Principes généraux..... | 5 |
| Article 2.2. Prévention des pollutions accidentelles..... | 5 |
| Article 2.3. Limitations des émissions diffuses..... | 5 |
| Article 2.4. Installations de traitements des effluents gazeux..... | 6 |
| Article 2.5. Conditions de rejet..... | 6 |
| Article 2.6. valeurs limites et surveillance des rejets..... | 7 |
| Article 2.7. Odeurs..... | 8 |
| Article 3 - Eaux..... | 8 |
| Article 3.1. Prélèvements et consommation d'eau..... | 8 |
| Article 3.2. Différents types d'effluents liquides..... | 8 |
| Article 3.3. Collecte et conditions de rejet des effluents liquides..... | 8 |
| Article 3.4. Points de rejet des eaux..... | 9 |
| Article 3.5. Interdiction de rejet en nappe..... | 9 |
| Article 3.6. Qualité des effluents rejetés..... | 9 |
| Article 3.7. Traitement des effluents..... | 10 |
| Article 3.8. Surveillance des rejets..... | 10 |
| Article 3.9. Prévention des pollutions..... | 12 |
| Article 3.10. Surveillance des eaux souterraines..... | 13 |
| Article 3.11. Risque de pollution des sols..... | 14 |
| Article 4 - Déchets..... | 14 |
| Article 4.1. Limitation des déchets..... | 14 |
| Article 4.2. Stockage des déchets..... | 15 |
| Article 4.3. Élimination des déchets..... | 15 |
| Article 4.4. Registre - justificatifs..... | 16 |
| Article 4.5. Déclaration trimestrielle..... | 16 |
| Article 5 - Bruit et vibrations..... | 16 |
| Article 5.1. Règles d'aménagement..... | 16 |
| Article 5.2. Véhicules et matériels..... | 16 |
| Article 5.3. Appareils de communications..... | 16 |
| Article 5.4. Niveaux limites..... | 17 |
| Article 5.5. Contrôles..... | 17 |
| Article 6 Sécurité..... | 17 |
| Titre II - Prescriptions particulières..... | 28 |
| Article 7 - Installations dans lesquelles est mis en œuvre du percarbonate de sodium..... | 28 |
| Article 8 Dispositions particulières aux entrepôts..... | 30 |
| Article 9 - Installations de combustion..... | 32 |
| Article 10 - Installations de compression..... | 35 |
| Article 11 - Dépôt de liquides inflammables de 2ème catégorie : stockage des parfums..... | 36 |
| Article 12 - Tours aéroréfrigérantes..... | 36 |
| Titre III - Dispositions administratives..... | 38 |
| Article 13 - Abrogation..... | 38 |

| | |
|--|----------|
| Dispositif de refroidissement du mur sud-est (article 6.37) | 31/12/04 |
| Pose de disconnecteurs sur l'arrivée en eau de ville (article 3.1) | 31/12/04 |
| Mise en place des piézomètres (article 3.10) | 31/03/05 |

Article 15 - Recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, direction de la prévention des pollutions et des risques, service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris Cedex SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 - Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 16 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 - Ampliation

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Mme la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à M. le sous-préfet de Reims, aux directeur départemental de l'équipement, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, directeur régional de l'environnement, directeur de l'agence de l'eau, ainsi qu'à MM. les maires de REIMS, SAINT BRICE COURCELLES, TINQUEUX, CERNAY LES REIMS et WITRY LES REIMS qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à M. le directeur de la société HENKEL France, 133 rue Léon Faucher, 51100 REIMS.

M. le maire de REIMS procédera à l'affichage en mairie de l'autorisation pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservé en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, pas ailleurs pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

Un avis sera diffusé dans deux journaux du département par les soins de la préfecture aux frais du pétitionnaire, de façon à indiquer au public que le texte complet du présent arrêté est à sa disposition, soit en mairie de REIMS, soit en préfecture.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons en Champagne, le 18 OCT. 2004

pour le préfet
le secrétaire général,

Raymond LE DEUN

Pour ampliation

Pour le Préfet

et pour le Maire

Président du Comité de Bassin

Eric DNELEBNE

annexe I

méthodes de mesure de référence

(Cette liste comprend les normes homologuées et expérimentales publiées à la date de parution du présent arrêté).

Pour les gaz : émissions des sources fixes

| | |
|----------------------------------|---------------------------------|
| Débit | NF X 10112 |
| O ₂ | NF X 20377 à 379 |
| Poussières | NF X 44052 |
| CO | NF X 20361 et 363 |
| SO ₂ | NF X 43310-X 20351 à 355 et 357 |
| HCl | NF X 43309 et NF T |
| Hydrocarbures totaux | NF X 43301 |
| Composés organiques gazeux | NF EN 13649 (ou équivalente) |
| Odeurs | NF X 43101 à X 43104 |

Les références X20 sont des fascicules de documentation sans caractère normatif.

Pour les eaux :

| | |
|---|---|
| pH | NF T 90008 |
| Couleur | NF EN ISO 7887 |
| Matières en suspension totale | NF T 90105 |
| DBO ₅ | NF T 90103 |
| D.C.O. | NF T 90101 |
| COT | NF T 90102 |
| Azote global | somme de l'azote Kjeldal et de l'azote contenu dans les nitrates et nitrites |
| Azote Kjeldal | NF T 90110 |
| N (NO ₂) | NF T 90013 |
| N (NO ₃) | NF T 90012 |
| N (NH ₄ ⁺) | NF T 90015 |
| Phosphore | NF T 90023 |
| Fluorures | NF T 90004 |
| Fe | NF T 90017 et NF T 90112 |
| Mn | NF T 90024 et NF T 90112 |
| Al | ASTM 8.57.79 |
| Zn | NF T 90112 |
| Cu | NF T 90022 ET NF T 90112 |
| Pb | NF T 90027 et NF T 90112 |
| Cd | NF T 90112 |
| Cr | NF T 90112 |
| Ag | NF T 90112 |
| Ni | NF T 90112 |
| Se | NF T 90025 |
| As | NF T 90026 |
| CN (libres) | NF ISO 6703/2 |
| Hydrocarbures totaux | NF T 90114 et NF T 90202 et 203 (raffineries de pétrole) |
| Indice phénols | NF T 90109 et NFT 90204 (raffineries de pétrole) |
| Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) | NF T 90115 |
| Composés organiques halogénés absorbables sur charbon actif (AOX) | ISO 9562 |

| | |
|-----------------------------------|----|
| Article 14 - Echancier..... | 38 |
| Article 15 - Recours | 39 |
| Article 16 - Droit des tiers..... | 39 |
| annexe I | 40 |
| annexe II TABLE DES MATIERES..... | 41 |